

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 24/07/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### TEINTURE DE SAINT JEAN

5 avenue VICTOR HUGO  
69550 Saint-Jean-la-Bussière

Références : UD-R-CTESSP-24-186-PS  
Code AIOT : 0006103760

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement TEINTURE DE SAINT JEAN implanté 5, avenue VICTOR HUGO 69550 Saint-Jean-la-Bussière. L'inspection a été annoncée le 27/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection avait pour objectif la vérification des actions engagées suite aux deux mises en demeure de 2024 et 2023. De plus, un point sur les rejets eau (surveillance et mise à jour de l'étude technico-économique) a été réalisé. En parallèle, une inspection PFAS, dans le cadre d'une action régionale, a été menée sur le site et fait l'objet d'un rapport distinct.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEINTURE DE SAINT JEAN
- 5, avenue VICTOR HUGO 69550 Saint-Jean-la-Bussière

- Code AIOT : 0006103760
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Teinture de Saint-Jean est une société d'ennoblissement textile située à Saint-Jean-La-Bussière (69). Son activité est concentrée sur le lavage, la teinture et l'apprêtage de tissus dont il n'est pas propriétaire. Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 modifié par celui du 30 août 2007, 16 janvier 2015 et du 25 mars 2020.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Bassin de rétention des eaux d'extinction	AP de Mise en Demeure du 13/04/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Surveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 25/03/2020, article annexe 2	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
6	Etude technico-économique	AP Complémentaire du 25/03/2020, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
7	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 4.3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Captage et épuration des rejets	AP de Mise en Demeure du 24/02/2024, article 1	Sans objet
2	Bruit	AP de Mise en Demeure du 13/04/2023, article 1	Sans objet
4	Stockage de déchets	AP de Mise en Demeure du 13/04/2023, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les actions menées ne permettent pas de lever les mises en demeure. L'exploitant doit poursuivre les actions engagées.

Des dépassements sont toujours observés dans les rejets eaux. Le suivi des actions entreprises sera réalisé par l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Captage et épuration des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/02/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets Air
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société Teinture de Saint-Jean, située 5 avenue Victor Hugo à Saint-Jean-La-Bussière, est mise en demeure dans un délai de 12 mois, de mettre en conformité l'évent du système de vidange (point 3.1.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005).
<b>Constats :</b>  Suite à une plainte, la société a transmis à l'inspection un dossier de porter à connaissance sur leur procédé de système de vidange en température. L'instruction du dossier a donné lieu à la prise d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 20 février 2024 afin d'intégrer ces rejets atmosphériques à la surveillance et d'une mise en demeure en date du 20 février 2024 dans le but de mettre en conformité l'évent en toiture.  L'exploitant a indiqué que les travaux sur l'évent nécessitent l'arrêt des machines, ils ont donc été programmés fin juillet 2024 lors de la fermeture annuelle de la société. Sur la base de ces éléments, la mise en demeure ne peut être levée.  <b>Observation :</b> le bon de commande pour les travaux signé est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées dans le cadre du suivi de la mise en demeure.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 13/04/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société Teinture de Saint-Jean, située 5 avenue Victor Hugo à Saint-Jean-La-Bussière, est mise en demeure de :  - mettre en conformité, dans un délai de 6 mois, le site au regard des exigences du point 2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 modifié relatives à la valeur admissible de l'émergence sonore en période nocturne dans les zones à émergence réglementée. Un plan d'action permettant de répondre à cet objectif sera transmis à l'inspection sous 2 mois.
<b>Constats :</b>  En 2022, le rapport de mesure acoustique (n°2212ELP0000097) a conclu à la conformité du site en période diurne mais à la non conformité du site en période nocturne. Par courriel du 11/07/2023, l'exploitant a indiqué que quatre anciennes extractions ont été isolées et qu'une étude (Unisson) était en cours dans le but de trouver des solutions pour un retour à la conformité.  Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le système d'isolation des 2 cheminées en sous

pente envisagé n'a pas été réalisé par crainte d'une perte de charge sur les cheminées. L'exploitant a indiqué que plusieurs Jigger sont en cours de remplacement par des Jigger à échangeur moins bruyants. Sur site, l'inspection a pu constater la présence d'un nouveau Jigger. Enfin, l'exploitant a indiqué qu'une rénovation de la façade est prévue à l'automne 2024 et qu'une solution d'isolation phonique par l'extérieur est à l'étude.

Sur la base de ces éléments, la mise en demeure ne peut être levée. Compte tenu des actions engagées, aucune sanction administrative n'est proposée à ce stade.

**Observation** : le bon de commande pour les travaux est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées dans le cadre du suivi de la mise en demeure.

**Type de suites proposées** : Sans suite

### N° 3 : Bassin de rétention des eaux d'extinction

**Référence réglementaire** : AP de Mise en Demeure du 13/04/2023, article 1

**Thème(s)** : Risques accidentels, Bassin d'eau d'extinction

#### **Prescription contrôlée :**

La société Teinture de Saint-Jean, située 5 avenue Victor Hugo à Saint-Jean-La-Bussière, est mise en demeure de :

- Justifier, dans un délai de 2 mois, que le site dispose bien d'une capacité de confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie. Pour cela, l'exploitant doit justifier :

- le caractère étanche des lagunes,
- l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident sont bien collectées dans une capacité minimale de 5700 m3. Des plans seront notamment transmis à l'inspection pour le justifier.

#### **Constats :**

Les informations communiquées jusqu'à présent font état d'un réseau pluvial du site relié à 4 lagunes en cascade pour se déverser *in fine* dans le Reins. Les lagunes sont destinées à récupérer les eaux d'extinction en cas d'incendie.

Sur site, l'exploitant a indiqué que le calcul D9/D9A a été réalisé et conclut à un volume de rétention nécessaire de 1500 m3. L'exploitant a également indiqué avoir retrouvé un plan ancien (années 70) et un document justifiant la caractère étanche de la lagune lié à la perméabilité des matériaux sous-jacents. L'exploitant a signalé que le volume demandé dans l'arrêté préfectoral correspond au volume total de la première lagune et non au besoin en rétention. Aucun document n'a été transmis lors de l'inspection.

Concernant le fonctionnement de la lagune, l'exploitant a indiqué que :

- lorsque la liaison entre les bassins et la STEP est coupée par la vanne, l'eau des bassins par

surverse est dirigée vers la lagune. L'ensemble du bâtiment est sous rétention, les réseaux rejoignent les deux bassins. Aucun plan des réseaux n'a été présenté lors de l'inspection permettant de valider ce fonctionnement.

- un pompage est en place pour transporter l'eau de la première lagune à la deuxième lagune. En cas d'incendie, le pompage doit être arrêté car seule la première lagune est destinée à recevoir les eaux d'extinction. Sur demande de l'inspection, l'exploitant a indiqué que cette manœuvre n'est pas présente sur les consignes/procédures en cas d'incendie.

Sur site, l'inspection a pu constater :

- le fonctionnement de la vanne des deux bassins, un tournevis est positionné à proximité pour actionner la vanne. Elle a été testée le jour de l'inspection.

- le pompage présent sur la première lagune. Celui-ci se met en route à une profondeur atteinte de 80 cm. L'eau est pompée et acheminée via un tuyau jusqu'à la lagune suivante. Un coffret est présent devant la lagune et présente un bouton OFF pour l'arrêt du pompage.

**Sur la base de ces éléments, la mise en demeure ne peut être levée. L'exploitant doit communiquer l'ensemble des documents nécessaires pour lever les non-conformités. Compte tenu de la persistance de cette non-conformité, des sanctions administratives pourront être proposées lors de la prochaine inspection.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°1 : sous un délai de 2 mois, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, les fiches de calcul D9/D9A et les documents justifiants du volume et du caractère étanche de la première lagune.**

**Demande n°2 : sous un délai de 4 mois, l'exploitant met à jour ses procédures et consignes en cas d'incendie en précisant la manœuvre à effectuer pour isoler la première lagune. Un plan présentant l'ensemble des vannes est annexé. Elles sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.**

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant**

**Proposition de délais : 2 mois**

#### **N° 4 : Stockage de déchets**

**Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/04/2023, article 1**

**Thème(s) : Risques chroniques, Déchets**

**Prescription contrôlée :**

La société Teinture de Saint Jean, 5 avenue Victor Hugo 69550 Saint-Jean-la-Bussière, est mise en demeure de:

respecter, dans un délai de 1 mois, les exigences des points 5.3.1 et 5.3.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 modifié en:

- stockant les déchets du site dans en état constant de propreté et qu'ils ne soient ne présentent pas un risque d'envols ;
- évacuant les déchets de films plastiques, tissus, palettes cassées et structures métalliques présents à l'Est du site.

**Constats :**

Sur site l'inspection a pu constater que les déchets précédemment observés ont été évacués et que les zones de stockage des déchets à évacuer sont maintenant propres.

Ce point de la mise en demeure peut être levé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Surveillance des eaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/03/2020, article annexe 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets Eaux

**Prescription contrôlée :**

Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des établissements classés. Ce contrôle portera sur l'ensemble des rejets et paramètres.

Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Constats :**

L'inspection a pu constater que GIDAF était bien renseigné par l'exploitant. Le suivi réalisé met en évidence :

- des dépassements réguliers en pH, N et P.
- des dépassements ponctuels des concentrations en métaux : janvier 2024 en chrome, novembre 2023 en Zinc

Concernant le pH, l'exploitant a indiqué qu'il allait mettre en place un système d'ajout de solution tamponnée en sortie (lessive de soude). Pour le P et N, l'exploitant étudie des solutions de substitutions des produits à l'origine de ces dépassements.

Les dépassements en métaux sont bordés dans le constat suivant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°3 :** sous un délai de 12 mois, l'exploitant met en place les actions nécessaires pour la

mise en conformité de ces rejets eaux concernant les concentrations en P, N et le pH.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

**N° 6 : Etude technico-économique**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/03/2020, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets Eaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de 12 mois, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées une étude technico-économique complémentaire, accompagnée d'une échéance de mise en œuvre pouvant s'échelonner sur une période de 3 ans, visant</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>à réduire les flux émis par l'installation à un niveau inférieur aux «Flux maximal» indiqués dans le tableau ci-dessous</li> <li>à réduire au maximum les émissions des substances dangereuses visées par un objectif de suppression marquées d'une étoile dans le tableau ci-dessous</li> </ul> <p>Cette étude présentera l'ensemble des éléments figurant dans la trame de l'étude technico-économique prévue par la circulaire RSDE du 5 janvier 2009 joint en Annexe 3 du présent arrêté.</p> <p>Flux maximums journaliers à atteindre, constituant les flux limites à respecter par l'exploitant après mise en œuvre des actions de réduction définies dans l'étude prescrite au présent article sont les suivants: (ces flux correspondent à ceux fixés au tableau du § 3.4.2.1):</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection l'étude technico-économique le 25 août 2022. Cette étude a fait l'objet d'une instruction et d'une demande de compléments en date du 17 janvier 2023. L'exploitant a transmis une mise à jour de l'ETE en date du 4 juin 2024.</p> <p>Lors de l'inspection un bilan a été fait sur l'année 2023 (215 jours travaillés), en prenant en compte les abattements fournis de la STEP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>un flux de chrome de 4,33 kg/an (seuil à 4 kg/an). Les actions mises en place sont satisfaisantes;</li> <li>un flux de cuivre de 0,8 kg/an (seuil à 0,7 kg/an). Les actions mises en place sont satisfaisantes;</li> <li>un flux de nonyphénols de 0,134 kg (seuil à 0,071 kg/an). L'exploitant a rappelé que ces substances proviennent des tissus étrangers confiés par ses clients. Il a également indiqué que les futures obligations concernant certaines certifications permettront d'abaisser les teneurs de ces substances.</li> </ul>



- un flux en zinc de 14,28 kg/an (seuil à 1,8 kg/an). Les flux dans les rejets sont significativement élevés. L'inspection constate que les rejets en Zinc ont augmenté ces dernières années.

Concernant les rejets en Zinc, l'exploitant a indiqué qu'il provenait de colorants et de biocides utilisés pour les tissus pour la fabrication de tentes. L'inspection a indiqué que des actions doivent être mises en place pour la réduction du zinc dans les rejets. L'exploitant a indiqué que plusieurs solutions étaient à l'étude :

- la substitution par des produits exempts de zinc;
- la mise en place de la récupération du premier bain d'apprêt pour élimination. Cela permettra une réduction de zinc mais également de PFAS dans les rejets.

Globalement, l'exploitant a indiqué qu'il privilégiait la réduction à la source et qu'il n'était pas envisagé à ce stade la mise en place d'une STEP sur le site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°4 :** sous un délai de 12 mois, l'exploitant doit maintenir ces flux bas en chrome et cuivre et mener des actions pour réduire le flux en Zinc dans ses rejets. Le suivi des actions menées dans le cadre de l'ETE sera mené par l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 12 mois

#### N° 7 : Plan des réseaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 4.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets Air

**Prescription contrôlée :**

Un plan des réseaux de collecte des effluents doit être établi et régulièrement mis à jour.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan des réseaux à jour. Celui-ci doit notamment comprendre le fonctionnement des bassins et des lagunes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°5 :** sous un délai de 6 mois, l'exploitant met à jour son plan des réseaux. Celui-ci est transmis à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois